



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Angers, le 10 janvier 2025

Direction de la santé publique et environnementale  
Département : Santé Publique et Environnementale -  
Maine-et-Loire

Affaire suivie par : Carole DANZIN  
02 49 10 41 07  
[ars-dt49-spe@ars.sante.fr](mailto:ars-dt49-spe@ars.sante.fr)

La Directrice de la Santé Publique et  
Environnementale

à

Hôtel de Ville et d'Agglomération  
Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel -  
Habitat  
Direction de l'Aménagement  
Rue Saint-Bonaventure  
BP 62111  
49321 CHOLET Cedex

À l'attention de Solenne PROUST

**Objet :** Modification N°4 du PLU de la commune de LA SÉGUINIÈRE

**Réf :** Votre envoi du 18 novembre 2024 -

Le 18 novembre dernier, vous avez invité mes services à télécharger les dossiers relatifs à **la prescription de la modification n°4 du PLU de la commune de LA SÉGUINIÈRE**, à laquelle le Conseil Communautaire de CHOLET AGGLOMÉRATION a procédé.

**Après examen, des pièces communiquées, vous trouverez ci-après les observations que peut en faire l'ARS :**

Pour rappel, le PLU ne peut se substituer à une Servitude d'Utilité Publique mais doit, au contraire se rendre compatible, ou tout du moins, la respecter. En outre, dans le cas où deux réglementations sont concernées, c'est la règle la plus contraignante qui trouve à s'appliquer.

**OBJET DE LA MODIFICATION :**

- La délimitation d'un sous-secteur au sein duquel les installations photovoltaïques seront autorisées
- L'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de la Zone d'Activités de la Bergerie
- L'évolution du règlement écrit afin de modifier les règles d'implantation en zone UY et 1AUy
- Diverses évolutions de zonage à l'intérieur de l'enveloppe urbaine

**Concernant la protection des ressources en eau :**

La commune déléguée de LA SÉGUINIÈRE se trouve hors de tout périmètre de protection d'un champ captant de la ressource en eau pour la consommation humaine. Aucune prescription particulière ne s'applique par conséquent pour ce projet de modification simplifiée, au regard des dispositions concernant la protection de la ressource en eau.

[ars-dt49-spe@ars.sante.fr](mailto:ars-dt49-spe@ars.sante.fr)  
02 49 10 48 25  
Cité administrative - 26 ter rue de Brissac  
49047 ANGERS CEDEX 01  
[www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr](http://www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr)



Agir pour la santé de tous

QUALITÉ · USAGERS · INNOVATION · PRÉVENTION

## **Les nuisances sonores**

La procédure de modification n'a pas de conséquences quant à l'apparition de potentielles nuisances sonores.

## **Concernant la qualité de l'air :**

Ce volet n'appelle pas de commentaires de l'ARS. Étant donné **sa nature, le projet de centrale photovoltaïque au sol n'aura pas d'impact sur la qualité de l'air, dans la mesure où il n'émettra pas de polluants atmosphériques.**

## **Concernant l'OAP relative à l'extension de la BERGERIE**

En concertation avec les services du Département, Cholet Agglomération a réétudié les principes d'accès à cette zone. L'entrée/sortie principale du site resterait telle que prévue dans l'OAP. Dans une réflexion un peu plus large, ce principe permettra de ne pas impacter la rue Gustave Eiffel qui supporte un trafic très important, en proposant un itinéraire plus court pour accéder depuis cette extension de zone à la RN 249 direction Nantes. Une branche de sortie uniquement vers la RD263, avec interdiction de tourner à gauche, assurera un schéma de circulation fonctionnel et attractif pour les entreprises.

En outre, afin de réduire les impacts de la zone sur les enjeux environnementaux soulevés dans le diagnostic, le périmètre du projet est revu, et environ 6 ha de terrains situés au nord-est seront préservés de toute urbanisation. Pour rappel, la modification du PLU relative à l'OAP de la Bergerie ne porte pas sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur, laquelle a été étudiée dans le cadre de la procédure de modification n°2 du PLU approuvée en juillet 2014, mais bien sur des ajustements de l'OAP existante.

Ce genre de mesure ne peut qu'être en phase avec les thématiques prônées par l'ARS et plus particulièrement, les mesures d'évitement, de compensation et de réduction envisagées vont dans le sens d'un Urbanisme Favorable à la santé.

**Concernant l'évolution du règlement écrit afin de modifier les règles d'implantation en zone UY et 1AUy**, il s'agit de permettre l'aménagement de la ZAE de la Bergerie (modifier l'OAP en créant une sortie sur la Route Départementale (RD) 263 ; cela entraîne donc une modification du règlement écrit en diminuant les marges de recul des constructions par rapport aux RD 263 et 158).

En effet, la ZAE de la Bergerie est inscrite en zone UY, soit en zone à vocation économique, destinée aux constructions à usage d'industrie, de bureau, de service, d'artisanat et de commerce.

Par suite, la modification de ses marges de recul n'a pas d'impact sur la santé.

Pour autant, dans le cadre de routes classées « sonores », il est préconisé, et cela même si la ou les constructions envisagées sont à usage de bureau(x), de prévoir une bonne isolation acoustique (savoir diminuer l'impact des sources en optant pour des protections acoustiques spécifiques), d'orienter les ouvertures de manière à se prémunir du bruit et de la pollution ou de toutes autres nuisances.

De la même manière, des écrans, des modelés, des couvertures provisoires ou définitives pourront permettre à toute opération de se protéger du bruit existant ou à venir en diminuant l'exposition. La maîtrise des sources de bruit internes devra pour tout projet être regardée de près (promotion de modes de déplacement interne doux, organisation limitant les flux de véhicules internes à tout projet, aménagements limitant les vitesses).

**Concernant les évolutions de zonage à l'intérieur de l'enveloppe urbaine**, les justifications apportées au dossier n'amènent pas d'observations supplémentaires de la part de l'ARS.

## **Les conséquences sur l'environnement de cette procédure de modification du PLU susvisé :**

D'une manière générale, ce projet va dans le sens d'un urbanisme favorable à la santé s'il répond à un certain nombre d'objectifs tels que :

- La non-répercussion ou pas d'impact sur la santé ;
- L'insertion du projet dans l'environnement (mesures relatives à la biodiversité, aménagements paysagers, végétalisation, prise en compte des espèces vivantes...) ;
- D'inscrire les projets dans une démarche de développement durable en prenant en compte les enjeux environnementaux (gestion de l'énergie, confort thermique, qualité de l'air, etc.) dans la conception et l'exploitation-maintenance de la centrale photovoltaïque :

Le projet de centrale photovoltaïque au sol envisagé s'inscrit donc en lien avec la politique du SCoT de l'agglomération du Choletais, et plus généralement, de la Région Pays-de-la-Loire, en matière de production d'énergies renouvelables, notamment d'origine photovoltaïque, dès lors que ce projet permet de valoriser un site dégradé (ancien site de carrière puis de déchets) sans retour possible à l'état agricole ou naturel et permettant, ainsi, d'utiliser ;

En effet, dans la poursuite des réflexions engagées par le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Cholet Agglomération visant à l'accroissement significatif de la part de l'électricité d'origine renouvelable produite localement, notamment par le biais du développement photovoltaïque, la commune de LA SÉGUINIÈRE, met en évidence les sites identifiés pour la filière photovoltaïque au

sol (cf. carte produite en page 12 de la Notice de présentation), en tant que Zone d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAENR) ainsi que l'y invitait la loi d'Accélération de la Production d'Energies Renouvelables (APER).

En l'espèce, ce projet photovoltaïque à La Séguinière contribue donc à atteindre les objectifs du PCAET. Compte tenu de son classement en tant que friche, le site est dès lors classé comme déjà artificialisé et non consommateur de nouvelle surface (Notice de présentation page 11 et 35).

Ainsi, aucune surface consommée n'est à décompter du volume foncier 2021-2031 octroyé à Cholet Agglomération, et aucune exploitation agricole ne se voit impactée par le projet.

**Compte tenu des éléments présentés et considérant que le projet s'inscrit dans une démarche d'urbanisme compatible avec les enjeux de la santé environnementale**, mes services émettent un avis favorable sur la procédure de modification n°4 du PLU de LA SÉGUINIÈRE.

Le département « Santé publique et Environnementale » de Maine-et-Loire reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

P/ la Directrice de la Santé Publique  
et Environnementale et par  
délégation

L'Ingénieur d'Études Sanitaires



Damien LEGOFF